

Arguments contre l'intervention de la Bundeswehr

par **Winfried Wolf***

La décision de mettre à disposition 3900 soldats de l'armée fédérale en guise de participation à la guerre en Afghanistan (1) est soutenue par une large coalition composée de la CDU/CSU, du FDP, du SPD et des Grünen (2). Les exceptions, qui existent au sein des partis approuvant la guerre et l'exception du PDS, qui refuse globalement l'intervention militaire, semblent confirmer la règle de la grande coalition de guerre. Il semble qu'une interrogation critique n'a plus de sens face à ces majorités. Mais en réalité la position de la grande majorité au sein du parlement fédéral ne correspond en aucune manière aux sentiments de la population. Et surtout les arguments en faveur d'une intervention de l'armée fédérale ne résistent pas à une analyse critique.

1. Un premier argument en faveur de l'intervention de l'armée fédérale : quelque chose doit être fait contre le terrorisme.

Notre réponse : ce qui est déterminant, c'est que soit fait quelque chose de valable. Les coupables doivent être identifiés ; une instance indépendante doit vérifier et analyser les preuves avancées. La poursuite et la punition des coupables doivent se conformer de manière stricte au droit international. Cette voie n'a pas été empruntée par le gouvernement des États-Unis. Les preuves prétendument blindées sur la responsabilité d'Oussama Ben Laden et de la structure Al Qaida n'ont jamais été publiquement présentées. Une guerre contre un pays n'est en aucun cas autorisée du point de vue du droit international. Une telle guerre a en plus un effet inverse : elle suscite la solidarité envers les fondamentalistes dans le monde islamique. Elle engendre la misère, le désespoir, la faim et donc surtout la haine.

2. Un deuxième argument consiste à dire : il s'agit d'une intervention limitée avec le but de punir des terroristes.

Notre réponse : d'abord ceci ne correspond plus à la réalité. Au début de la guerre, le 7 octobre, il était encore affirmé que le but était la capture de Ben Laden et la destruction des « structures terroristes », tandis qu'aujourd'hui le gouvernement des États-Unis affirme ouvertement que le but est la chute du gouvernement des Talibans et l'installation d'un autre gouvernement. Du point de vue purement militaire, la guerre risque de toute façon de s'étendre (voir « l'argument » suivant). En outre, pratiquement chaque grande guerre a commencé avec le prétexte qu'il s'agissait « d'actions militaires limitées ». Au cours de la première guerre mondiale, ne devaient initialement qu'être « punis » les terroristes serbes qui avaient assassiné l'archiduc à Sarajevo. Au début de la deuxième guerre mondiale il a été uniquement question de « riposter depuis 5 h 45 ». Et au début de la guerre du Vietnam, il avait été dit tout d'abord que les États-Unis devaient « prendre leur revanche » à cause de l'attaque de navires de guerre américains par des bateaux de combat nord-vietnamiens dans le golfe du Tonkin. En ce qui concerne ce dernier incident, il a été révélé des années plus tard, qu'une telle attaque n'avait jamais eu lieu. Elle avait été inventée par les services secrets américains (CIA).

3. Le troisième argument courant en faveur de l'intervention de l'armée fédérale prétend qu'il s'agit uniquement d'une petite « contribution allemande » avec des unités qui n'ont pas pour but de participer à des opérations au sol, ce qui ne provoquera pas d'effet d'escalade.

Notre réponse : tout soldat supplémentaire qui participe à cette guerre a évidemment un effet d'escalade. Quand un pays soutient la guerre d'agression des gouvernements américain et britannique, cela a obligatoirement un effet d'escalade. Par ailleurs, avec sa participation, le gouvernement fédéral accepte consciemment le risque que se produisent des actes terroristes contre des cibles ou des villes allemandes . En outre, la composition des unités allemandes et leurs possibilités d'intervention sont particulièrement expansives. L'emploi des unités ABC et des « chars Fuchs » signifie qu'une guerre avec des armes de destruction massive est envisagée comme une possibilité. Le contingent important d'unités médicales veut dire qu'on tient un grand nombre de victimes dans ses propres rangs comme imaginable. Le fait que les terrains envisageables d'intervention comportent plus d'un tiers du globe, suggère aussi une expansion.

4. Un quatrième argument avancé : l'Allemagne ne peut pas se défilier. En tant que grande nation industrielle nous porterions une « responsabilité ».

Notre réponse : d'abord il faut noter que la deuxième nation industrielle, le Japon, ne pense même pas à participer militairement au conflit. De toute façon, pour l'instant, seuls deux États y participent de manière active : les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les gouvernements français et italien ont également dit oui à un engagement militaire. Ce qui veut dire que bien plus de 200 États n'envisagent aucune participation. Mais il faut noter avant tout qu'un tel argument en faveur d'une action militaire renverse la réalité. Il n'y a pas de « sentiment de responsabilité » qui serait la force motrice de cette guerre (ou des guerres précédentes). C'est bien plutôt pour des intérêts matériels et stratégiques évidents que cette guerre est menée et que presque toutes les guerres ont été conduites jusqu'à ce jour.

5. Finalement le chancelier Schröder a avancé comme cinquième argument : les États-Unis ont été solidaires pendant 50 années avec l'Allemagne ; maintenant c'est à notre tour de « nous montrer solidaires ».

Notre réponse : l'emploi du mot « solidaire » est ici complètement déplacé. Après la deuxième guerre mondiale, les États-Unis avaient des intérêts matériels et stratégiques évidents pour lesquels ils ont soutenu le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Que les êtres humains importaient peu apparaît déjà au vu des scénarios militaires imaginés par les États-Unis (et l'OTAN) pendant des décennies au cours de la guerre froide, scénarios qui, s'ils avaient été mis en pratique, n'auraient pas laissé grand chose (ou rien) de la population allemande. Au fond, le but des États-Unis était de limiter une possible guerre nucléaire à l'Europe ou même « seulement » à l'Allemagne de l'Ouest et à l'Europe de l'Est et de la tenir à distance des États-Unis. En plus, la RFA et toute l'Europe de l'Ouest comptaient pour les États-Unis en tant que débouché de biens et objectif de leurs opérations mondiales pour les entreprises américaines (par exemple GM-Opel ou Ford). Par ailleurs, ce qui est intéressant dans la phrase « les États-Unis ont été solidaires avec

l'Allemagne » c'est qu'elle présuppose que seule une Allemagne de l'Ouest a existé

Mais partons de l'hypothèse que toutes les affirmations du cinquième argument correspondent à la réalité et que les États-Unis auraient été « solidaires avec l'Allemagne » de façon désintéressée – pour quelle raison cette « Allemagne » devrait-elle maintenant partir en guerre. Il n'existe en effet aucun lien contraignant entre une telle « solidarité » et cet acte de guerre. Il y aurait une réelle solidarité si les Allemands, après qu'il y ait eu des paquets

Care (3) et un plan Marshall pour l'Allemagne de l'Ouest après la deuxième guerre mondiale, envoyaient aujourd'hui à leur tour des paquets alimentaires pour les sans-abri new-yorkais ou fournissaient une aide à la reconstruction du World Trade Center. Des chars Fuchs comme dédommagement pour des paquets Care ou un contingent de guerre comme remboursement du plan Marshall : cela n'a pas de sens ...

** Winfried Wolf, député du Parti du socialisme démocratique (PDS) au Bundestag et membre de la direction régionale de Bade Wurtemberg, est ancien rédacteur et collaborateur régulier du bimensuel Sozialistische Zeitung. Nous reproduisons cet article du Sozialistische Zeitung du 22 novembre 2001.*

1. Rappelons que suite à la défaite de l'Allemagne nazie à l'issue de la Seconde guerre mondiale, la Constitution de la République Fédérale excluait explicitement l'engagement de la Bundeswehr hors des frontières. Ce qu'aucun gouvernement de droite n'avait osé remettre en cause, le gouvernement social-démocrate-vert du chancelier Schröder l'a fait : d'abord sous couvert humanitaire pour pacifier le Kosovo et maintenant, en prenant moins de précautions oratoires, en l'engageant en Afghanistan. Un des effets de la contre-offensive tout-terrain lancée par Bush aura ainsi été de permettre à la principale puissance économique européenne de sortir du carcan qui en faisait un nain militaire

2. Respectivement : Union Chrétienne démocrate (CDU) et son équivalent bavarois, l'Union Sociale Chrétienne (CSU), Parti Libéral-démocrate (FDP), Parti social-démocrate (SPD) et Parti des Verts (Grünen). Rappelons que le chancelier Schröder est à la tête d'un gouvernement dit "rouge-vert" (SPD-Grünen) et que la CDU/CSU et le FDP forment l'opposition parlementaire de droite alors que le Parti du socialisme démocratique (PDS) représente l'opposition parlementaire de gauche.

3. A l'issue de la Seconde guerre mondiale les Etats-Unis ont largement distribué une aide alimentaire dans le cadre du programme Care, ce qui était aussi un moyen de recycler le surplus agricole américaine (c'est alors que les Européens ont connu les boites de "corned beef")